

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection
des Populations
Service protection de l'environnement

Valence, le - 1 DEC. 2015

Affaire suivie par : Edith VIGNARD
et UT DREAL : Catherine MASSON
Tél. : 04-26-52-22-08
Fax : 04-26-52-21-62
Courriel : ddpp@drome.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL n° 2015 341 - 0103

**portant modification des conditions d'exploitation
d'une carrière exploitée par la société LAFARGE GRANULATS FRANCE à EURRE**

**Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R.512-31 et R.512-33 ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière et aux installations de traitement des matériaux ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03-4845 du 24 octobre 2003 autorisant la société LAFARGE GRANULATS RHONE AUVERGNE à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de EURRE au lieu-dit "Les Ramières" pour une superficie de 15 ha 35 a et pour une durée de 10 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09-5190 du 16 novembre 2009 autorisant la société LAFARGE GRANULATS SUD à se substituer à la société LAFARGE GRANULATS RHONE AUVERGNE pour l'exploitation de la carrière susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013302-00010 du 29 octobre 2013 autorisant la société LAFARGE GRANULATS SUD à poursuivre l'exploitation de la carrière susvisée jusqu'au 15 février 2015 et réduisant la production maximale annuelle de la carrière ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014265-0072 du 22 septembre 2014 autorisant la société LAFARGE GRANULATS FRANCE à se substituer à la société LAFARGE GRANULATS SUD pour l'exploitation de la carrière susvisée ;

VU la demande présentée le 27 octobre 2015 par la société LAFARGE GRANULATS FRANCE sollicitant l'autorisation de prolonger la durée de l'autorisation susvisée jusqu'au 11 décembre 2016 ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 3 novembre 2015 ;

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation Carrières, en date du 17 novembre 2015 ;

VU la consultation du pétitionnaire sur le projet d'arrêté en date du 17 novembre 2015 ;

VU la réponse de l'exploitant en date du 26 novembre 2015 ;

CONSIDERANT que la progression de l'exploitation a été différente de celle prévue par l'arrêté préfectoral n° 03-4845 du 24 octobre 2003 modifié, notamment en raison des conditions locales et économiques ;

CONSIDERANT qu'une demande de renouvellement-extension de cette carrière a été déposée le 30 juillet 2012 ;

CONSIDERANT que cette demande a dû faire l'objet d'études complémentaires et qu'un nouveau dossier complété a été déposé le 30 avril 2015 ;

CONSIDERANT que la demande de prolongation est sollicitée jusqu'au 11 décembre 2016 afin d'assurer la poursuite de l'exploitation de la carrière pendant l'instruction de la demande d'autorisation d'exploiter en cours ;

CONSIDERANT que la période des travaux d'exploitation est réduite à 1,5 mois entre le 1^{er} janvier et le 15 février 2016 ;

CONSIDERANT que l'exploitation se poursuivra dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral n° 03-4845 du 24 octobre 2003 modifié, avec une production maximale réduite à 30 000 tonnes ;

CONSIDERANT ainsi que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

L'exploitant entendu ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société LAFARGE GRANULATS FRANCE, dont le siège social est situé 2 avenue du Général de Gaulle – 92 148 CLAMART Cédex, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de EURRE, au lieu-dit « Les Ramières », jusqu'au **11 décembre 2016**.

ARTICLE 2

L'exploitation sera menée suivant les prescriptions de l'arrêté n° 03-4845 du 24 octobre 2003 modifiées par les prescriptions des articles 3 à 5 du présent arrêté.

ARTICLE 3 – Période des travaux

Les travaux d'exploitation sont limités à la période allant du 1^{er} janvier 2016 au 15 février 2016.

ARTICLE 4 - Production

La production maximale autorisée est de 30 000 tonnes.

ARTICLE 5 – Garanties financières

Les garanties financières doivent être maintenues jusqu'à 3 mois après l'échéance de la prolongation de l'autorisation d'exploiter, définie à l'article 1 du présent arrêté.

ARTICLE 6 - Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de GRENOBLE :

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- pour les tiers, le délai de recours est d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

ARTICLE 7 - Publication

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

Un extrait de cet arrêté, énumérant toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché de façon visible et permanente dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de EURRE pendant une durée minimale d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la direction départementale de la protection des populations de la Drôme, l'arrêté intégral. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département. Le présent arrêté peut être consulté sur le site internet de la préfecture de la Drôme.

ARTICLE 8- Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme, Monsieur le maire de EURRE et Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée :

- à Monsieur le maire de EURRE ;
- au Directeur Départemental des territoires ;
- au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- au Délégué territorial de l'Agence Régionale de santé ;
- au Directeur régional des Affaires culturelles ;
- au chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine ;
- au chef du service interministériel de défense et de protection civiles ;
- au Directeur de l'Unité Territoriale de la Drôme de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ;
- au chef de l'unité territoriale Drôme-Ardèche de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.
- à Monsieur le Directeur de la société LAFARGE GRANULATS FRANCE ;

Valence, le - 1 DEC. 2015

Le Préfet,

(10) Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES